

<b>financement et mode de gestion)</b>	<b>Gestion indirecte</b> avec entité à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.3.1 : l'Agence Française d'Expertise Technique Internationale (Expertise France- AFETI)
--	--

## 1.2 Résumé de l'Action

Le cycle électoral et les récentes attaques à la frontière nord de la Côte d'Ivoire révèlent de nombreuses faiblesses quant à la solidité du « pacte social » et de la sécurité intérieure et extérieure du pays. Pour la stabilité de la région, mais également pour préserver les intérêts européens, il est essentiel que la Côte d'Ivoire reste un pôle de stabilité dans une région volatile. Ainsi, l'action envisagée propose de contribuer à la paix et à la stabilité dans le Nord de la Côte d'Ivoire afin de permettre un développement durable de cette zone dans l'esprit du nexus « sécurité et développement ». Cette action s'inscrit dans le cadre de l'ODD « Paix, justice et institutions efficace » et un focus sera mis particulièrement sur la protection des populations les plus vulnérables, principalement les femmes.

L'action vise à renforcer les capacités des forces de défense et de sécurité, à sécuriser le territoire et à protéger les populations, dans une zone où le niveau de violence des groupes armés terroristes empêche les forces de l'ordre (police et gendarmerie) d'y faire respecter l'ordre. Une fois mieux équipées et formées, les forces armées ivoiriennes seront en mesure d'empêcher les groupes armés terroristes en provenance du Burkina Faso de s'implanter durablement dans ces zones frontalières qu'ils pourraient ensuite utiliser comme base arrière pour planifier et conduire des attaques ailleurs dans le pays. In fine, cette sécurisation permettra le retour de l'État dans des zones souvent délaissées afin de fournir les services de base auxquels la population aspire. Une composante en soutien au redéploiement des services de l'État viendra donc compléter le soutien aux forces de défense.

Cette action s'inscrit dans le cadre de la priorité 3 du PIP, « renforcer l'Etat de droit et la gouvernance démocratique, maintenir la paix et la stabilité ». Elle contribue à la TEI « Paix et Stabilité », qui comprend un volet important de sécurisation des régions du Nord. Préparée en coordination avec les forces françaises en Côte d'Ivoire (cf. 2.1 Contexte), l'action vient compléter le soutien européen aux forces de sécurité en apportant une réponse de terrain opérationnelle à la frontière là où la France apporte un soutien logistique et met à disposition des coopérants à des fins, notamment, de conseil stratégique.

Cette action s'inscrit tant dans une stratégie de long terme de lutte contre les groupes extrémistes, que dans une action immédiate de renforcement du contrôle du territoire, pour répondre à la pression exercée au nord-ouest du pays. En raison de cette pression, le gouvernement prépare une loi de finance rectificative pour augmenter le budget du ministère de la défense (MINDEF).

Les actions prévues dans la TEI « Paix et Stabilité » concernent également le renforcement de la qualité de la gouvernance (dans les domaines de la justice, des migrations, de la prévention des conflits...). Cet axe majeur est également couvert par la France, l'Allemagne et l'Italie.

Cette action contribue à la priorité politique « Gouvernance, paix et sécurité, développement humain », aux piliers 4 et 5 du Consensus européen pour le développement (Paix - Sociétés pacifiques et inclusives, démocratie, institutions efficaces et responsables, État de droit et droits de l'homme pour tous ; Partenariat) et à l'ODD 16.

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

« Par la loi n° 2016-886 du 08 novembre 2016, la Côte d'Ivoire s'est dotée d'une nouvelle Constitution. Soucieuse de bâtir un État de droit dans lequel les droits humains, les libertés publiques et la dignité de la personne humaine sont mieux respectés, la Côte d'Ivoire réaffirme son attachement aux valeurs culturelles, spirituelles et morales dans sa diversité ethnique et religieuse. »<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Conseil des droits de l'homme, Rapport national présenté conformément au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme, Côte d'Ivoire, 19 juin 2019, A/HRC/WG.6/33/CIV/1